



INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Communiqué de Presse

(Publié par le Greffe)

ÉLECTIONS TRIENNALES DE SEPT JUGES

New York, le 24 mai. Aujourd'hui, les Etats Parties de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, réunis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, ont pourvu les postes de sept des 21 juges, dont les fonctions prennent fin le 1er octobre 1999. Ils ont réélu les juges ci-après pour un mandat de neuf ans : Joseph Akl (Liban), Paul Bamela Engo (Cameroun), P. Chandrasekhara Rao (Inde), Anatoly Lazarevich Kolodkin (Fédération de Russie), Vicente Marotta Rangel (Brésil) et Rüdiger Wolfrum (Allemagne). En outre, ils ont élu M. José Luis Jesus (Cap-Vert). Les notices biographiques des juges élus figurent ci-dessous.

Dans une note verbale datée du 24 novembre 1998, le Greffier du Tribunal a invité les gouvernements à lui communiquer le nom des candidats aux sept sièges qui deviendront vacants le 30 septembre 1999. Dix candidatures présentées par dix Etats Parties à la Convention ont été dûment communiquées au Greffier avant le 17 février 1999, date limite de dépôt des candidatures. Par la suite, le Greffier a établi une liste nominative des candidats (document SPLOS/32), qui a été distribuée aux Etats-Parties.

Les juges sont élus au scrutin secret. Chaque Etat Partie peut désigner deux candidats au maximum parmi des personnes jouissant de la plus haute réputation d'impartialité et d'intégrité et possédant une compétence notoire dans le domaine du droit de la mer. La majorité des deux tiers des Etats Parties présents et votants est requise pour l'élection des candidats.

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer demande qu'une répartition géographique équitable et que la représentation des principaux systèmes juridiques du monde soient assurées dans la composition du Tribunal. Chaque groupe géographique doit être représenté par au moins trois juges, étant entendu que le Tribunal ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat. Cinq juges représentent le groupe asiatique, cinq le groupe africain, quatre le groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes, quatre le groupe d'Europe occidentale et autres Etats, et trois le groupe des Etats d'Europe orientale.

Les juges sont élus pour neuf ans et sont rééligibles. Cependant, lors des premières élections, un système de rotation a été établi, selon lequel les fonctions d'un tiers des 21 juges prennent fin au bout de trois ans. La première élection du Tribunal a eu lieu le 1er août 1996.

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

Les membres du Tribunal dont les fonctions ont pris fin continuent de connaître de toute affaire dont ils étaient auparavant saisis jusqu'à l'achèvement de toute phase à laquelle ils ont participé. Dans l'exercice de leurs fonctions, les juges du Tribunal ont le même statut, indépendamment de l'âge, de la date d'élection ou de la durée de leurs fonctions.

M. Joseph Akl

(Juge, Membre du Tribunal à dater du 1er octobre 1996;
Président de la Chambre pour le règlement des différends
relatifs aux fonds marins à dater du 27 février 1997)

Lieu et date de naissance: Damour (Liban), le 5 août 1936. **Formation:** licence de droit public obtenue à la Faculté de droit de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth (1961); diplôme d'études supérieures en vue du doctorat en droit public, Faculté de droit de l'Université de Paris (1962). **Expérience professionnelle:** enseignant, Ministère de l'éducation nationale, (1956-1963); maître de conférences en droit public, Faculté de droit de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth (1963-1972 et 1978-1982); chef de service au Département des affaires administratives et consulaires, Ministère des affaires étrangères (1963-1966); directeur adjoint du Département des organisations internationales, des conférences et des traités (1966-1972); premier conseiller à l'ambassade du Liban à Washington (1972-1978); conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères et directeur du Centre de recherche et de documentation (1978-1983 et 1994-1996); ambassadeur en République démocratique allemande (1983-1990); ambassadeur en Colombie (1991-1994). **Membre:** de la délégation libanaise : plusieurs sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies; deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New Delhi, 1968); Réunion ministérielle du Groupe des 77 (Lima, 1971); Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972); diverses sessions du Conseil de la Ligue des Etats arabes; douzième Sommet des rois et chefs d'Etat des Etats arabes (Fez, 1982); Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique (Niamey, 1982); Sommet des pays non-alignés (Carthagène, 1995) ; membre de la Commission du droit international de la Ligue des Etats arabes (1979-1985, Président de cette commission en 1983); chef de la délégation libanaise : Conférence diplomatique pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1973); vingtième session du Comité juridique de l'OACI (1973); Conférence diplomatique sur la succession d'Etats en matière de traités (Vienne, 1978); troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982) ; Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (1996).

M. Paul Bamela Engo

(Juge, Membre du Tribunal depuis le 1er octobre 1996)

Lieu et date de naissance: Cameroun, le 5 octobre 1931. **Formation:** avocat, juriste ; admis au barreau anglais (Middle Temple Inn, Londres, 1959). **Expérience professionnelle:** membre du parquet, tribunal de la circonscription de Lagos (Nigeria) et Southern Cameroons (ancien Cameroun

(à suivre)

**A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le
site web: <http://www.un.org/Depts/los/>**

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

britannique) (1959-1961) ; magistrat, Southern Cameroons (1961-1963) ; membre de la Commission judiciaire fédérale du Cameroun (1961-1969) ; agent adjoint pour le Cameroun dans l'affaire République du Cameroun contre Royaume-Uni à la Cour internationale de Justice (1963) ; ministre conseiller à L'Ambassade du Cameroun à Bonn, République fédérale d'Allemagne (1964) ; et à Washington, D.C. (1965-1968) ; ministre conseiller (1968-1973) ; ministre plénipotentiaire (1969), Mission permanente du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies ; chargé de cours sur le droit de la mer à l'Institut des relations internationales du Cameroun, Université de Yaoundé (1973-1979), conseiller technique auprès du Ministère des affaires étrangères (1973-1982) ; nommé ambassadeur du Cameroun, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies (1984) ; chargé de cours sur la Common Law, à l'école nationale d'administration et de magistrature (ENAM) ; conseil principal pour le Cameroun dans l'affaire République du Cameroun c. Nigéria à la Cour internationale de Justice (1995-1996). **Membre:** des barreaux nigérian et camerounais (1962-1963) ; de la délégation camerounaise à la deuxième conférence des Chefs d'Etats africains au Caire (conseiller juridique 1964) ; à diverses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (chef de délégation 1984-1990) ; Président du Comité de rédaction du comité spécial sur les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (Président 1966, Président du comité spécial, 1967) ; Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (Vice-Président 1969, Président 1970) ; Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (Président du Premier Sous-Comité, 1971) ; Comité préparatoire des Nations Unies pour la conférence sur le droit de la mer (Président du premier comité 1972-73) ; Troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Représentant spécial du Président camerounais 1973, Président de la Première Commission 1973-1982) ; Commission présidentielle sur le droit de la mer (Président 1984) ; Conseil pour la Namibie (Président du comité permanent III, 1984 ; chef de la première mission de sensibilisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie (Singapour, 1986) ; le Groupe africain qui a négocié la déclaration de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique (Président 1984-1985) ; Commission des droits de l'homme de l'ONU (Vice-Président, 1985) ; Commission du désarmement de l'ONU (Vice-Président 1985-1988, Président du Groupe de travail III, (1985-1988) ; Conférence ministérielle de l'Organisation de l'Unité Africaine, Lomé (Rapporteur général et chef de la délégation camerounaise 1985) ; Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement (chef de la délégation camerounaise 1985-1986) ; troisième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement (Vice-Président 1986) ; Assemblée générale des Nations Unies (Vice-Président 1987-1988) ; Bureau du Conseil d'administration de l'UNICEF (Vice-Président du bureau 1989). **Publication:** Auteur de nombreux ouvrages et articles sur le droit international, notamment *Africa's contribution to Development of International Law : Africa and international organizations*.

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

M. Chandrasekhara Rao

(Juge, Membre du Tribunal à dater du 1er octobre 1996)

Lieu et date de naissance: Inde, le 22 avril 1936. **Formation:** licence ès lettres, licence en droit, maîtrise de droit, doctorat en droit, Université de Madras, Inde . **Expérience professionnelle:** attaché de recherche à la Société indienne de droit international (1963-1967), juriste (1967-1971), conseiller juridique adjoint (1971-1976), Division des traités et des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères; conseil du Gouvernement indien dans l'affaire relative à l'appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale portée devant la Cour internationale de Justice de La Haye (1972), conseiller juridique à la mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1972-1976), conseiller adjoint en matière législative, conseiller juridique suppléant, secrétaire associé et conseiller juridique, secrétaire suppléant (1976-1988) et secrétaire (1988-1996), Ministère de la justice de l'Union indienne; arbitre exclusif pour les contrats gouvernementaux (1979-1983); [Secretary-General, International Center for Alternative Dispute Resolution, New Delhi (1995-1996);] professeur invité de droit à la Faculté de droit: Université Osmania, Hyderabad (depuis 1994), Université Kakatiya, Warangal (1994-1995), Université de Madras (1995-1996). **Membre:** comité de rédaction de l'Indian Journal of International Law (depuis 1970) et Vice-Président de la Société indienne de droit international (depuis 1994); délégation indienne: Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1969-1973, 1975); Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer, Bruxelles, (1969); Groupe de travail de la réglementation internationale des transports maritimes de la CNUCED, Genève (1969); Comité spécial des Nations Unies concernant les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (Genève, 1970); Comité des Nations Unies concernant les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1971, 1973); troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1976); Assemblée générale des Nations Unies (1972-1975); Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (chef de délégation 1972, 1988-1994); Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (1973); Comité ad hoc sur le terrorisme international (1973), Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975); Réunions des ministres de la justice du Commonwealth, tenues à Bridgetown, Harare, Christchurch, Port Louis, Kuala Lumpur (1980, 1986, 1990, 1993, 1996); Réunion ministérielle des Parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Punta del Este, Uruguay (1986); Conférence des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants des terminaux de transports dans le commerce international, Vienne (chef du Comité de rédaction, 1990); Réunion de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (chef de délégation, 1996); Réunion des Etats parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (chef de délégation, 1996). **Publications:** auteur d'ouvrages dont *The New Law of Maritime Zones*, 1982, et *The Indian Constitution and International Law*, 1993, *The Arbitration and Conciliation Act*, 1996; *A Commentary* (1997); *Alternative Dispute Resolution: What it means and how it works (ed.)*, (1996).

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

M. José Luis Jesus

Lieu et date de naissance: Cap-Vert, le 20 septembre 1950. **Formation:** diplômé en droit, Faculté de droit de l'Université classique de Lisbonne (Portugal) ; en droit international, Université Saint John's, New York ; en administration publique et sciences politiques (Université Saint John's de New York). **Expérience professionnelle:** envoyé spécial du Secrétaire général dans la région des grands lacs – Afrique centrale ; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à la coopération ; ambassadeur du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies ; ambassadeur du Cap-Vert au Portugal, en Espagne et en Israël ; Conseiller juridique de la mission permanente du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies ; Ministre des affaires étrangères et des communautés. **Membre:** chef de la délégation cap-verdienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982) ; représentant du Cap-Vert à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-1994) ; Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (chef de délégation 1983-1994, Président 1987-1995) ; Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer (1986) ; Président du groupe des Etats d'Afrique à l'ONU (1986) ; chef de la délégation cap-verdienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986) ; membre du groupe sur le droit de la mer (Conference Pacem in Maribus) tenue à Malte en 1987 ; membre du groupe chargé des minéraux des fonds marins, American Society of International Law, Washington (1988) ; Président de la Commission spéciale du Conseil de sécurité pour l'Angola (1992) ; Président du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (juillet 1992 et novembre 1993) ; Président du groupe chargé des questions touchant le droit de la mer (Qatar, 1994) ; Président de la Commission nationale chargée de la délimitation des frontières maritimes, Cap-Vert ; membre de l'Ordre des avocats du Cap-Vert ; American Society of International Law. **Publications:** *The practice of African States in the field of the Law of the Sea*, 1990 ; *The Work of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea and the 1982 United Nations Law of the Sea Convention*, 1990 ; *The Universality of the Law of the Sea Convention*, 1990 ; *Deep Seabed Mining : The Work of the Preparatory Commission*, 1998 ; *Recent Developments in the Law of the Sea and the accomplishments of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea*, 1993.

M. Anatoly Lazarevich Kolodkin

(Juge, Membre du Tribunal à dater du 1er octobre 1996)

Lieu et date de naissance: Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), le 27 février 1928. **Formation:** Faculté de droit, Université d'Etat de Saint-Pétersbourg (1945-1950), docteur en droit (1971), professeur (1985). **Expérience professionnelle:** chercheur et chef de section, Institut central de recherche scientifique de la marine de Saint-Pétersbourg (1956-1968) ; chef du Service de droit maritime international (1968-1978) ; Directeur adjoint (depuis 1981) de l'Institut d'Etat de recherche

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

scientifique et d'études techniques sur les transports maritimes de Moscou, Directeur du Département des communications internationales de l'Association de l'Union Morsvyazspoutnik (1978-1981), professeur à l'Académie d'Etat de droit de Moscou (depuis 1994). Président, Comité national de la Fédération de Russie sur la Décennie des Nations Unies du droit international (depuis 1994); Co-Président du Conseil d'experts de la Douma de la Fédération de Russie sur le droit de la mer (depuis 1997); Président de l'Association de droit maritime (depuis 1981); Président de l'Association russe du droit international (depuis 1994). **Membre:** Conseil d'experts juridiques du Comité d'évaluation de la Fédération de Russie (depuis 1985), Cour permanente d'arbitrage (depuis 1990), Conseil scientifique de droit international de l'Institut d'administration publique et de droit de l'Académie des sciences de Russie (depuis 1993), deux conseils universitaires de l'Université de Moscou (depuis 1985), Comité maritime international (Vice-Président honoraire depuis 1994), Institut du droit de la mer (membre du Conseil 1989-1995), Conseil de planification, Institut international de l'océan "La paix sur les mers" (depuis 1971), représentant, Conférence relative à la création d'INMARSAT et aux sessions de l'Assemblée et du Conseil de cette organisation (1972-1982), Chef des délégations de l'URSS aux conférences diplomatiques sur les privilèges et immunités de l'INMARSAT et l'accord de siège entre l'INMARSAT et le Gouvernement britannique (1981); expert, Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (depuis 1969); co-auteur d'un projet de convention sur le régime juridique des navires séjournant dans des ports étrangers qu'il a présenté à l'OMI en 1974, auteur d'un projet de convention sur le Statut juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques qu'il a présenté à deux reprises (1993 et 1995) à la COI de l'UNESCO; représentant de l'URSS et porte-parole des Etats d'Europe orientale aux réunions du Groupe d'experts et de la Conférence consacrées à l'élaboration et à l'adoption de la Convention des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires (1982-1986). **Publications:** auteur de plus de 220 ouvrages et articles publiés en Russie, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Belgique, en Italie, etc. sur le droit international, le droit de la mer, le droit maritime et la réglementation des transports maritimes et les organisations internationales dont *World Ocean, International Law issues* (en russe), 1973, (en anglais), 1974; *Histoire du droit maritime international*, 1974; *The UN Convention on the Law of the Sea and the Legislative Practice of States* (co-auteur), 1984; *Le régime juridique international des eaux territoriales et des zones contiguës* (en russe), 1992. *Stability in the Law of the Sea-Beyond Confrontation: International Law for the Post-Cold War Era* (co-auteur), 1995; *International Tribunal for the Law of the Sea-a New Judicial International Institution* (en russe et en anglais), 1998.

M. Vicente Marotta Rangel

(Juge, Membre du Tribunal à dater du 1er octobre 1996)

Lieu et date de naissance: São Paulo (Brésil), le 14 mars 1924. **Formation:** licence en droit, Faculté de droit de l'Université de São Paulo (1946); brevet en terminologie juridique de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris (1949), doctorat d'université, Université de Paris (1950),

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

doctorat en droit, Faculté de droit de l'Université de São Paulo (1954); participant, centre d'études et de recherches de droit international de l'Académie de droit international de La Haye (1960); universitaire invité à la faculté de droit de l'Université Columbia (1972-1973), universitaire invité à la Parker School (droit étranger et droit comparé) de l'Université Columbia (1973). **Expérience professionnelle:** professeur assistant (1954-1963), professeur associé (1963-1967), professeur titulaire (1967-1994), Directeur du département de droit international de l'Université de São Paulo (1970-1982), doyen de la Faculté de droit de l'Université de São Paulo (1982-1986); conférencier à l'Institut de droit international public de Thessalonique (1976); conférencier, cours régional ONU/UNITAR de formation en droit international, Buenos Aires (1983); conférencier à l'Académie de droit international de La Haye (1985); conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères (1990-1993); professeur à l'université de Brasilia (1990-1993); membre du jury d'examen, cours d'études supérieures, Ecole de diplomatie, Institut Rio Branco (1978-1990); membre de la délégation brésilienne: à la Conférence diplomatique de Genève sur le droit humanitaire (1974-1977), à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1982); à la Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de convention d'UNIDROIT sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés (chef de délégation), (Rome, 1995); Directeur au Département juridique de l'Agence spatiale brésilienne (1994-1997). **Membre:** Institut de droit international; Société américaine de droit international, Association de droit international; Institut hispano-luso-américain de droit international; Tribunal arbitral du MERCOSUR; Cour permanente d'arbitrage, La Haye, (groupe brésilien); association Henri Capitant ; Société française de droit international; association argentine de droit international (correspondant); **Publications:** auteur de nombreux ouvrages, articles, monographies et rapports sur le droit international public et privé, les organisations internationales et le droit de la mer.

M. Rüdiger Wolfrum

(Vice-Président, Membre du Tribunal à dater du 1er octobre 1996,
Vice-Président à dater du 5 octobre 1996;
Président de la Chambre pour le règlement
des différends relatifs au milieu marin
à dater du 20 février 1997)

Lieu et date de naissance: Berlin (Allemagne), le 13 décembre 1941. **Formation:** diplôme d'Etat : niveau I (1969) ; diplôme d'Etat : niveau II (1973) ; diplôme de fin d'études de droit, Université de Bonn (1973), doctorat en droit (droit public et droit international public) (1980). **Expérience professionnelle:** maître de conférences à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn (1973-1982) ; chargé de recherche au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie (1977-1978) ; professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public, Université de Mayence (1982) ; professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public et Directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Kiel

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

**Communiqué de presse ITLOS/Press 22
24 mai 1999**

(1982-1993) ; vice-recteur de l'Université de Kiel (1990-1993); juge à la Cour d'appel pour les questions administratives, Lüneburg et Schleswig (1986-1993) ; Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg (depuis 1993) et professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Heidelberg (depuis 1993), Vice-Président de la fondation allemande de recherche (depuis 1996). **Membre:** Association de droit international (section allemande, depuis 1994) ; conseil d'administration de l'Institut du droit de la mer à l'Université d'Hawaii (depuis 1994) ; délégation allemande : à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1982), à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1982), à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relative aux ressources minérales de l'Antarctique (1983-1988), au Groupe de travail juridique des réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique chargé d'élaborer une annexe au Protocole sur la protection de l'environnement relative à la responsabilité des dommages écologiques (Président depuis 1993) et au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ONU) (depuis 1990, réélu en 1994). **Publications:** auteur de nombreux ouvrages et articles portant sur diverses questions relatives au droit international public, au droit de la mer, au droit international de l'environnement, aux droits de l'homme, à la réforme de l'ONU et à l'Antarctique dont *L'internationalisation des espaces communs ne relevant pas de la juridiction nationale : mise en place d'une administration internationale de l'Antarctique, de l'espace, de la haute mer et des fonds marins* (en allemand), 1984; *United Nations: law, policies, and practices*, 1995.

Les précédents communiqués de presse du Tribunal, les documents et autres informations peuvent être obtenus sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies à l'adresse: <http://www.un.org/Depts/los/> et auprès du Greffe du Tribunal, Wexstrasse 4, 20355 Hambourg, R.F.A., téléphone: (49) (40) 35607-227/228, télécopie: (49) (40) 35607-245/275, ou auprès des Nations Unies, DC-1, suite 1140, New York, NY 10017, téléphone: (1) (212) 963-6480, télécopie: (1) (212) 963-0908, ainsi que par courrier électronique: itlos@itlos.hamburg.de

* * *

(à suivre)

A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le site web: <http://www.un.org/Depts/los/>

ITLOS/Press 22
24 mai 1999

**A l'intention des organes d'information – document non officiel - également disponible sur le
site web: <http://www.un.org/Depts/los/>**